

Document

Sécurité: les principales réactions politiques et syndicales aux annonces de Sarkozy (30.05)

AP – 28.05

Voici les principales réactions syndicales et politiques au discours de Nicolas Sarkozy sur la sécurité:

VIOLENCES SCOLAIRES

- FSU: son secrétaire général, Gérard Aschieri, a épinglé les propositions de Nicolas Sarkozy, "de l'affichage" et "une logique où on ne mise ni sur la prévention, ni sur un travail de fond".

- SNPDEN: le secrétaire général du premier syndicat des personnels de direction de l'Education nationale, Philippe Tournier, a estimé que Nicolas Sarkozy avait présenté "un plan de sécurité absolue pour zéro euro". "On ne veut pas que l'écart entre la sécurisation et la modestie des moyens concrets soit le prétexte pour rechercher les prochains coupables et dire aux personnels au prochain incident 'mais vous n'avez pas fouillé les sacs'".

- SGEN-CFDT: son secrétaire général, Thierry Cadart, a déploré des "annonces médiatiques" et une "dramatisation" liée à "la période électorale" après le discours de Nicolas Sarkozy sur la lutte contre les bandes et les violences scolaires. Le responsable de la Fédération des syndicats généraux de l'Education nationale a estimé qu'on paye aujourd'hui une "politique qui a limité le nombre d'adultes dans les établissements".

- UNSA-Education: son secrétaire général Patrick Gonthier a dénoncé une "dramatisation inefficace et stérile" de ces violences, avec "des réponses pas adaptées". Les interventions ponctuelles "d'équipes mobiles d'agents" risquent de donner lieu à des "opérations coup de poing, de la gesticulation qui ne peut que faire naître des tensions".

- PEEP: le président de la fédération de parents d'élèves PEEP, Philippe Vrand a estimé que pouvoir "fouiller un élève avant qu'il ne commette l'irréparable est une bonne chose". L'association, qui parle de "pistes intéressantes", s'interroge toutefois sur leur mise en oeuvre.

- UNL: les annonces de Nicolas Sarkozy contre la violence scolaire visaient à "stigmatiser" la jeunesse, et représentaient un "aveu des conséquences catastrophiques des politiques gouvernementales". "Ces propositions ne répondent pas aux problèmes réels", pour la principale organisation lycéenne, car "on ne peut pas remplacer les milliers de postes d'enseignants et de surveillants supprimés par des équipes mobiles d'agents!".

UNI-Lycée: le syndicat salue "l'engagement fort" de Nicolas Sarkozy pour lutter contre les violences scolaires, souhaitant que ses mesures soient "rapidement prises pour que la prochaine rentrée se passe dans les meilleures conditions".

- le député UMP Lionnel Luca estime, à l'instar des syndicats d'enseignants, qu'il "faut arrêter de réduire le nombre de surveillants qui touche tous les établissements avec des conséquences inéluctables à plus ou moins long terme". Et de proposer un partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales" qui "pourrait permettre de financer un certain nombre d'emplois de surveillants (notamment dans le cadre des contrats aidés) absolument indispensables".

- UMP: le porte-parole du parti Frédéric Lefebvre a salué jeudi le discours de Nicolas Sarkozy qui "a montré qu'il ne se laissait pas détourner (...) des préoccupations majeures des Français", à savoir "la sécurité de chacun, et notamment des plus jeunes et des plus exposés". "Face à l'introduction des armes à l'école et les bandes qui font régner la violence, le PS choisit résolument la politique de l'autruche là où la majorité présidentielle a choisi résolument l'action".

- PS: la députée socialiste des Deux-Sèvres Delphine Batho a jugé que le discours de Nicolas Sarkozy est un "terrible aveu d'échec", estimant qu'il s'agit d'annonces "sans lendemain". "On connaît la technique: c'est celle des annonces en rafale destinées à saturer les médias", mais "Nicolas Sarkozy n'a pas compris que face à la violence, les Français n'attendent plus des discours mais des actes".

le vice-président socialiste du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, en a "assez des coups de menton, des déclarations tapageuses et des opérations médiatiques en tous genres". "Le président de la République est contraint d'organiser une nouvelle opération médiatique pour masquer l'échec de sa politique".